# CGT LHL

FIER-E-S DE TRAVAILLER POUR LE SERVICE PUBLIC !

## TOUTES et TOUS MOBILISE-E-S le vendredi 14 / 12 / 2018

## Préavis de grève du 8 au 31 décembre 2018

**LA SITUATION ACTUELLE DÉMONTRE LE PROFOND REJET DE LA POLITIQUE RÉGRESSIVE DE VOTRE GOUVERNEMENT.**

Dans ce contexte, et dans le cadre du processus de mobilisation engagé par la CGT pour faire de décembre un mois de lutte, la Fédération CGT des Services publics estime nécessaire d'agir.

Depuis de trop longues années, nous avons dénoncé les conséquences des politiques des gouvernements successifs.

**La réforme des collectivités entamée par la loi du 16 décembre 2010 puis les lois HPST, MAPTAM et NOTRe de 2012, 2014 et 2016 n'ont eu de cesse de détruire les services publics de proximité** : dans nos collectivités, dans les hôpitaux, dans les services de l'État…

Parallèlement **les services publics** ( transports en commun, eau, logement, services de santé, aides à la personne, aide sociale à l'enfance, services culturels, sports, nettoiement, etc.) **sont détruits ou privatisés**. Ils disparaissent au détriment d'une grande partie de la population qui vit en périphérie des grands centres urbains et dans les zones rurales.

**Les salaires sont gelés depuis trop longtemps** et la création de richesses est réservée aux « premiers de cordée ».

Les conditions de travail et de vie ne cessent de se dégrader.

**Les projets gouvernementaux sur la Fonction publique et concernant notre système de retraite** sont porteurs de reculs dramatiques. Nous rejetons en bloc les annonces du président de la République devant les maires visant à renforcer les pouvoirs de gestion des élus sur les personnels et à rompre avec l'unicité de la Fonction publique.

**Aussi pour toutes ces raisons, nous revendiquons :**

- Le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique et l'augmentation des salaires du public et du privé sur la base du SMIC à 1 800 €, des pensions et des minimas sociaux ;
- Le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune ;
- Un moratoire sur l'augmentation des taxes ;
- L'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics, la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée et écologiquement responsable des territoires, qui passe notamment par un développement du transport ferroviaire ;
- Le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture de postes nécessaires, à l'opposé des régressions contenues dans le plan Action Publique 2022 ;
- L'arrêt de toute augmentation du temps de travail et la réduction du temps de travail à 32h ;
- La sauvegarde et le développement de notre système de protection sociale et de notre système de retraite, à l'inverse du système par points voulu par le gouvernement ;
- Un aménagement équilibré du territoire qui passe par la lutte contre la concentration de l'activité sur les métropoles, véritables « territoires entreprises » au seul service des grands groupes donneurs d'ordres et de leurs actionnaires, par le maintien des départements et des compétences communales, et par le réengagement financier de l'État à hauteur des besoins exprimés.

Afin de permettre aux personnels titulaires et contractuels d'exprimer leurs revendications,
**la Fédération CGT des Services publics dépose des préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées du 8 au 31 décembre 2018** pour l'ensemble des agent-e-s de la Fonction publique territoriale et les salariés relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, thanatologie, secteur privé du logement social).

la cgt

# DONNONS-NOUS DAVANTAGE DE FORCE

**GARANTIR LES DROITS COMMUNS, DE RÉELLES CONDITIONS DE TRAVAIL …**

**LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ET GAGNER DE NOUVEAUX ACQUIS !!!**